

HOOFDSTUK II. — *Anciënniteitsverlof*

Art. 2. De werklieden die ten minste 5 jaar anciënniteit tellen in de onderneming, hebben jaarlijks recht op 1 dag bijkomende vakantie. De werkgever betaalt deze bijkomende vakantiedag op basis van de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974, betreffende de feestdagen.

HOOFDSTUK III. — *Cultureel verlof*

Art. 3. Een verlofdag ter gelegenheid van het feest van de cultuurgemeenschap wordt toegekend aan de werklieden die op dat ogenblik bij de bij artikel 1 bedoelde werkgevers in dienst zijn.

Deze dag is een gewone vrije dag die de werkman neemt op de datum van zijn keuze, behoudens tegenstrijdig beding.

De betaling van deze verlofdag geschiedt op dezelfde wijze als deze van de bijkomende verlofdag bedoeld bij artikel 2.

HOOFDSTUK IV. — *Vervanging van collectieve arbeidsovereenkomst*

Art. 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de artikelen 7 en 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 oktober 1981, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 15 juni 1982.

Het artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 oktober 1981 werd gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 maart 1987 algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 24 februari 1988.

HOOFDSTUK V. — *Geldigheid*

Art. 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1991 en is gesloten voor een onbepaalde tijd. Zij kan door een van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maand wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 24 mei 1994.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

CHAPITRE II. — *Congé d'ancienneté*

Art. 2. Les ouvriers qui comptent au moins 5 ans d'ancienneté dans l'entreprise ont annuellement droit à un jour de congé complémentaire. L'employeur paie le jour de congé complémentaire sur base des dispositions de l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974, relative aux jours fériés.

CHAPITRE III. — *Congé culturel*

Art. 3. Un jour de congé à l'occasion de la fête de la communauté culturelle est accordé aux ouvriers qui à ce moment sont en service auprès des employeurs visés à l'article 1er.

Ce jour est un jour de congé payé ordinaire que l'ouvrier prend à la date de son choix, sauf stipulation contraire.

Le paiement de ce jour de congé s'effectue de la même façon que celui pour le jour de congé complémentaire visé à l'article 2.

CHAPITRE IV. — *Remplacement de convention collective de travail*

Art. 4. La présente convention collective de travail remplace les articles 7 et 8 de la convention collective de travail du 22 octobre 1981, rendue obligatoire par arrêté royal du 15 juin 1982.

L'article 8 de la convention collective de travail du 22 octobre 1981 fut modifié par la convention collective de travail du 23 mars 1987 rendue obligatoire par arrêté royal du 24 février 1988.

CHAPITRE V. — *Validité*

Art. 5. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er janvier 1991 et est valable pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 24 mai 1994.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 2284

[S-C — 31350]

16 JUILLET 1994. — Décret relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

Article 1er. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° le Collège : le Collège de la Commission communautaire française.

2° le Membre du Collège : le Membre du Collège, compétent pour l'aide aux personnes.

3° le Conseil consultatif : la section « planning familial » visée à l'article 4, § 5, du règlement de la Commission communautaire française du 30 avril 1991 portant création d'un Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé.

4° l'administration : les services du Collège.

5° le Centre : le Centre de planning familial agréé, constitué en association sans but lucratif, comme structure extra-hospitalière ayant pour objet l'accueil, l'information et l'accompagnement des personnes, des couples et des familles dans le cadre de la vie affective et sexuelle conformément aux dispositions du présent décret.

6° le consultant : la personne qui consulte.

CHAPITRE II. — Conditions d'agrément

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 3. En fonction de critères qu'il détermine en tenant compte de facteurs tant externes qu'internes aux centres, le Collège fixe le nombre de centres susceptibles d'être agréés.

Le Collège accorde l'agrément pour une durée de 5 ans renouvelable.

Pour être agréé, un centre doit satisfaire aux conditions visées aux articles 4 à 12.

L'agrément est lié à l'existence d'un cadre du personnel pour chaque centre.

A tout moment, l'agrément peut être retiré si les dispositions du présent décret ne sont pas observées.

La mention de l'agrément doit figurer sur tous documents, affiches et publications du centre. Peuvent seuls porter l'appellation « Centre de planning familial » les centres agréés conformément au présent décret.

Section 2. — Des missions.

Art. 4. § 1^{er}. Dans le cadre de la vie affective et sexuelle, les centres remplissent, en coordination avec les acteurs du réseau social et sanitaire, les missions suivantes :

1° l'accueil, l'information et l'accompagnement des personnes, des couples et des familles;

2° le développement d'une politique de prévention.

Les modalités de la coordination sont arrêtées par le Collège.

§ 2. Dans l'exercice de ces missions, ils sont notamment tenus :

1° d'organiser des consultations médicales, psychologiques, sociales et juridiques;

2° d'assurer le suivi des grossesses et les consultations prénatales et d'aider les femmes enceintes en difficulté;

3° d'aider les personnes et les couples dans la recherche de solutions aux problèmes d'infertilité;

4° de préparer les jeunes à la vie affective et sexuelle;

5° d'informer et d'aider les personnes et les groupes, notamment sur tout ce qui touche à la contraception, la prévention des grossesses non-désirées, des maladies sexuellement transmissibles et sur tout autre aspect de la vie affective et sexuelle.

En outre, les centres peuvent développer des activités spécifiques dans des domaines plus spécialisés liées aux missions énoncées au § 1^{er}, notamment dans le cadre de la consultation conjugale, de la médiation familiale, ...

Section 3. — Du personnel

Art. 5. § 1^{er}. Pour exercer les missions définies à l'article 4, chaque centre doit disposer d'une équipe pluridisciplinaire.

Chaque équipe doit assurer au moins les fonctions suivantes :

a) médicales et gynécologiques;

b) psychologiques;

c) sociales;

d) juridiques;

e) administratives;

f) d'accueil;

g) éventuellement sexologique;

h) éventuellement de conseil conjugal.

Ces fonctions doivent être exercées par des personnes titulaires de diplôme ou qualification définis par le Collège.

§ 2. Les activités de prévention et d'accueil sont confiées à des membres de l'équipe exerçant des fonctions mentionnées au § 1^{er}, alinéa 2, a, b, c, d, f ou g ou à des personnes extérieures à l'équipe appelées par le centre en raison de leur qualité de spécialistes.

§ 3. Le centre est tenu d'organiser la formation continuée des membres de l'équipe, selon les modalités fixées par le Collège.

§ 4. Les membres du personnel ainsi que les personnes occupées régulièrement dans les locaux ou dépendances affectés aux activités doivent être de bonnes vie et mœurs. L'état de santé des membres du personnel doit être exempt de tout danger pour les personnes avec lesquelles ils sont en contact.

§ 5. Le centre agréé doit assurer sa responsabilité civile et celle de son personnel pour tous dommages matériels ou corporels causés aux tiers.

§ 6. Une personne doit être désignée comme responsable de la gestion journalière et garante de la mise en œuvre des missions du centre.

Section 4. — Déontologie

Art. 6. Chaque membre de l'équipe doit respecter le secret professionnel et garantir le respect de la personne et de ses convictions idéologiques, philosophiques et religieuses. L'article 458 du Code pénal est applicable aux membres de l'équipe. Les dossiers individuels et médicaux des consultants sont conservés, classés et répertoriés à l'abri de toute indiscretion.

Art. 7. Le centre est ouvert à toute personne sans aucune discrimination d'âge, de sexe, de race, de religion ou de conviction philosophique.

Section 5. — Des locaux et des équipements

Art. 8. Sauf dérogation octroyée par le Collège, le siège d'activités du centre doit comporter des locaux qui, durant les heures d'ouverture, sont exclusivement affectés aux activités du centre. Ces locaux comportent au minimum un cabinet médical et un bureau adapté à chaque type de consultation et une salle d'attente.

Le Collège définit les autres modalités d'installation.

Section 6. — Du fonctionnement

Art. 9. En fonction du cadre du personnel de chaque centre, le Collège fixe le nombre d'heures minimales hebdomadaires de permanences et de consultations que doit assurer le centre.

Le Collège peut déterminer un nombre minimal d'heures destinées aux activités de prévention et de réunions d'équipe.

Art. 10. Le centre doit tenir à jour un registre des activités journalières selon le modèle défini par le Collège. Ce registre est conservé à l'abri de toute indiscretion.

Art. 11. Le centre fournit au Membre du Collège un rapport d'activité annuel selon le modèle fixé par le Collège.

Art. 12. L'administration assure l'inspection fonctionnelle des centres et fait rapport au Membre du Collège.

CHAPITRE III. — *Subventions*

Art. 13. § 1er. Dans les limites des crédits disponibles, le Collège accorde, conformément aux dispositions du présent décret, des subventions aux centres agréés.

§ 2. Les subventions octroyées aux centres agréés sont destinées à couvrir des frais de rémunération, de formation continuée du personnel ainsi que des frais de fonctionnement du centre.

Le Collège fixe les critères d'octroi de ces subventions.

§ 3. Le Collège peut accorder des subventions destinées à l'installation, l'équipement et l'aménagement du centre, en ce compris le matériel informatique.

§ 4. Des avances trimestrielles égales au quart de la subvention annuelle sont liquidées au plus tard le 15 février pour le premier trimestre de l'année civile, le 15 mai pour le second trimestre, le 15 août pour le troisième trimestre et le 15 novembre pour le quatrième trimestre. Le solde est liquidé sur base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège.

§ 5. Passé les échéances fixées au § 4, les avances restant dues porteront intérêts de retard au taux de l'intérêt bancaire moyen, tel que fixé par la Banque nationale, de plein droit et sans mise en demeure préalable.

Art. 14. Le centre tient une comptabilité par année budgétaire et fournit annuellement un bilan et un compte de recettes et de dépenses annuel selon le modèle imposé par le Collège.

L'administration assure l'inspection comptable des centres et fait rapport au Membre du Collège.

CHAPITRE IV. — *Procédures d'agrément et de subventionnement*

Art. 15. Le Collège fixe les procédures d'agrément, de renouvellement, de modification, de refus ou de retrait d'agrément et les modalités de subventionnement des centres.

CHAPITRE V. — *Participation des consultants*

Art. 16. Sans préjudice des lois applicables aux prestations médicales, le centre réclame une intervention financière pour les consultations en tenant compte du contexte social et de la situation économique des consultants. Cette intervention financière ne peut toutefois pas dépasser un montant défini par le Collège. Des consultations gratuites peuvent être données.

CHAPITRE VI. — *Sanctions*

Art. 17. Tout gestionnaire de centre qui utilise l'appellation « Centre de planning familial » de manière abusive, en violation du présent décret, est passible d'une amende de 1 000 à 3 000 francs.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales, abrogatoires et transitoires*

Art. 18. Les centres de consultations prématrimoniales, matrimoniales et familiales agréés antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret disposent d'un délai de six mois pour se conformer aux dispositions du présent décret.

Art. 19. Est abrogé l'arrêté royal du 13 janvier 1978 relatif à l'agrément pour la région bruxelloise des Centres de consultations prématrimoniales, matrimoniales et familiales et à l'octroi de subventions à ces centres, modifié par l'arrêté royal du 27 octobre 1978 et par l'arrêté royal du 3 juillet 1980.

Art. 20. Le Collège et le Membre du Collège arrêtent les mesures d'exécution du présent décret après avis du Conseil consultatif.

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1995.

Promulguons le présent décret, ordonnans qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 juillet 1994.

Ch. PICQUE,
président du Collège

D. GOSUIN,
membre du Collège

D. HARMEL,
membre du Collège

R. HOTYAT,
membre du Collège

D. van EYLL,
membre du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 2284

[S-C — 31350]

16 JULI 1994. — Decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor gezinsplanning

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet moet worden verstaan onder :

- 1° het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 2° het Lid van het College : het Lid van het College bevoegd voor bijstand aan personen
- 3° de Adviesraad : de afdeling « planning familial » bedoeld in artikel 4, § 5, van de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 1991 houdende oprichting van een Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid;
- 4° de administratie : de diensten van het College;
- 5° het Centrum : het erkende Centrum voor gezinsplanning, opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, als buiten-ziekenhuisstructuur met als doel de opvang, de voorlichting en de begeleiding van personen, echtparen en gezinnen in hun gevoels- en geslachtsleven overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;
- 6° de raadpleger : de persoon die de raadpleging doet.

HOOFDSTUK II. — Erkenningsvoorwaarden

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 3. In functie van criteria die door het College op basis van voor de Centra zowel externe als interne factoren zelf worden bepaald, stelt het College het aantal centra vast, dat voor erkenning in aanmerking komt.

Het College kent deze erkenning toe voor een hernieuwbare duur van vijf jaar.

Om erkend te worden, moet een centrum voldoen aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 4 tot 12.

De erkenning is voor elk centrum verbonden aan het bestaan van een personeelsformatie.

De erkenning kan steeds worden ingetrokken als de bepalingen van dit decreet niet worden nageleefd.

De erkenning moet worden vermeld op alle documenten, affiches en publikaties van het centrum. De titel « Centrum voor Gezinsplanning » mag uitsluitend worden gevoerd door centra die overeenkomstig dit decreet erkend werden.

Afdeling 2. — Taken

Art. 4. § 1. In coördinatie met de betrokken instanties op sociaal vlak en inzake gezondheid voeren de centra met betrekking tot het gevoels- en geslachtsleven de volgende taken uit :

- 1° de opvang, de voorlichting en de begeleiding van personen, echtparen en gezinnen;
- 2° de uitwerking van een preventiebeleid.

De wijze van coördinatie wordt uitgevaardigd door het College.

§ 2. In de uitvoering van deze taken moeten zij :

- 1° medische, psychologische en juridische raadplegingen verzorgen;
- 2° zwangerschappen opvolgen, zwangerschapsraadplegingen houden en bijstand verlenen aan zwangere vrouwen in moeilijkheden;
- 3° personen en echtparen helpen bij het zoeken naar oplossingen voor onvruchtbaarheid;
- 4° jongeren voorbereiden op het gevoels- en geslachtsleven;
- 5° personen en groepen voorlichten en helpen, meer bepaald inzake voorbehoedsmiddelen, preventie van ongewenste zwangerschappen, seksueel overdraagbare ziekten of elk ander aspect van het gevoels- en geslachtsleven.

Daarnaast mogen de centra specifieke activiteiten ontwikkelen in meer gespecialiseerde domeinen, verbonden aan de in § 1 opgesomde taken, meer bepaald met betrekking tot huwelijksconsultaties, gezins-sessies e.d.

Afdeling 3. — Personeel

Art. 5. § 1. Voor de uitvoering van de taken vastgesteld in artikel 4 moet elk centrum beschikken over een multidisciplinair team.

Elk team moet op zijn minst over onderstaande bekwaamheden beschikken :

- a) medisch en gynaecologisch;
- b) psychologisch;
- c) sociaal;
- d) juridisch;
- e) administratief;
- f) opvangtechnisch;
- g) eventueel inzake seksuologie;
- h) eventueel inzake huwelijksadvies.

Deze bekwaamheden moeten uitgeoefend worden door personen die houder zijn van een diploma of enige andere kwalificatie bepaald door het College.

§ 2. De preventie- en onthaalacties worden toevertrouwd aan teamleden die bekwaamheden uitoefenen, vermeld in § 1, lid 2, a, b, c, d, f of g of aan personen buiten het team, waarop het centrum een beroep doet omwille van hun gespecialiseerde kennis terzake.

§ 3. Het centrum wordt eraan gehouden in te staan voor de permanente vorming van de teamleden op de wijze die door het College bepaald werd.

§ 4. De personeelsleden alsook de personen die regelmatig in de kantoren of voor de activiteit bestemde bijgebouwen actief zijn, moeten van goed gedrag en zeden zijn. De gezondheid van de personeelsleden mag geen gevaar inhouden voor de personen met wie zij in contact komen.

§ 5. Het erkende centrum moet wat betreft materiële of lichamelijke schade aan derden instaan voor zijn burgerlijke verantwoordelijkheid en die van zijn personeel.

§ 6. Er moet een persoon worden aangeduid als verantwoordelijke voor het dagelijks beleid, die garant staat voor de uitvoering van de taken van het centrum.

Afdeling 4. — Deontologie

Art. 6. Elk lid van het team moet het beroepsgeheim naleven en borg staan voor het respect voor de betrokkene en diens ideologische, levensbeschouwelijke en godsdienstige opvattingen. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de leden van het team. De individuele en medische dossiers van iedere raadpleger worden afgeschermd, van iedere mogelijke indiscretie bewaard, geklasseerd en opgeslagen.

Art. 7. Het centrum is toegankelijk voor iedereen, zonder onderscheid van leeftijd, geslacht, ras, geloof of levensbeschouwelijke opvatting.

Afdeling 5. — Kantoren en uitrustingen

Art. 8. Behoudens afwijkingen toegestaan door het College, moet het centrum beschikken over kantoren die tijdens de openingsuren uitsluitend worden gebruikt door het centrum. In deze kantoren moet steeds een artspraktijk voorzien zijn alsook een bureau aangepast aan elk type raadpleging en een wachtzaal.

Het College bepaalt de andere aanvangsvoorwaarden.

Afdeling 6. — Werking

Art. 9. Op basis van de personeelsformatie van elk centrum bepaalt het College het minimale aantal uren dat het centrum wekelijks moet besteden aan preventie en raadpleging.

Het College kan een gewaarborgd aantal uren opleggen, dat moet besteed worden aan preventie en teamvergaderingen.

Art. 10. Het centrum moet een register van zijn dagelijkse activiteiten bijhouden op basis van het model dat door het College wordt vastgesteld. Dit register wordt afgeschermd van iedere mogelijke indiscretie.

Art. 11. Het centrum bezorgt het Lid van het College een jaarverslag van zijn activiteiten op basis van het model dat door het College wordt vastgesteld.

Art. 12. De administratie staat in voor de functionele inspectie van de centra en brengt hierover verslag uit bij het Lid van het College.

HOOFDSTUK III. — *Subsidies*

Art. 13. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kent het College overeenkomstig de bepalingen van dit decreet subsidies toe aan de erkende centra.

§ 2. De subsidies die aan de erkende centra worden toegekend, zijn bestemd om de kosten te dekken van bezoldigingen, voortdurende opleiding van het personeel en werkingskosten van het centrum.

Het College bepaalt de toekenningscriteria van deze subsidies.

§ 3. Het College kan subsidies toekennen, bestemd voor de installatie, de uitrusting en de inrichting van het centrum, computerinfrastructuur inbegrepen.

§ 4. Trimestriële voorschotten gelijk aan een vierde van de jaartoelage worden uitbetaald ten laatste op 15 februari voor het eerste trimester van het kalenderjaar, op 15 mei voor het tweede trimester, op 15 augustus voor het derde trimester en op 15 november voor het vierde trimester. Het saldo wordt uitgekeerd op basis van een eindafrekening op de wijze die door het College uitgevaardigd werd.

§ 5. Na de vervaldag bepaald in § 4 worden op de verschuldigde bedragen verwijntresten uitgekeerd tegen de gemiddelde interestvoet zoals die werd vastgesteld door de Nationale Bank, dit van rechtswege en zonder voorafgaandelijke ingebrekestelling.

Art. 14. Het centrum houdt een boekhouding bij per begrotingsjaar en stelt jaarlijks een balans en een jaarrekening van ontvangsten en uitgaven op uitgaande van het model dat door het College wordt opgelegd.

De administratie staat in voor de boekhoudkundige inspectie van de centra en brengt hiervan verslag uit bij het Lid van het College.

HOOFDSTUK IV. — *Erkennings- en subsidiëeringsprocedure*

Art. 15. Het College bepaalt de erkennings-, hernieuwings-, wijzigings-, weigerings- en intrekingsprocedure alsook de wijze van subsidiëering van de centra.

HOOFDSTUK V. — *Deelname van de raadplegers*

Art. 16. Onverminderd de wetgeving die van kracht is voor medische handelingen vraagt het centrum een financiële deelname, rekening houdend met de sociale context en de economische toestand van de raadplegers. Deze financiële tussenkomst mag evenwel een door het College vastgesteld bedrag niet overschrijden. De mogelijkheid tot kosteloze raadpleging bestaat.

HOOFDSTUK VI. — *Sancties*

Art. 17. Elke centrumbeheerder die de benaming « Centrum voor gezinsplanning » ten onrechte gebruikt en derhalve de bepalingen in dit decreet schendt, kan worden beboet voor een bedrag van 1 000 tot 3 000 frank.

HOOFDSTUK VII. — *Slot-, herroepings- en overgangsbepalingen*

Art. 18. De centra voor prematrimoniales, matrimoniales en gezinsconsultaties die werden erkend vóór de inwerkingtreding van dit decreet beschikken over een termijn van zes maanden om zich te schikken naar de bepalingen ervan.

Art. 19. Wordt herroepen het koninklijk besluit van 13 januari 1978 betreffende de erkenning, voor het Brusselse Gewest, van de centra voor prematrimoniales, matrimoniales en gezinsconsultaties en de toekenning van subsidies aan die centra, gewijzigd bij koninklijk besluit van 27 oktober 1978 en van 3 juli 1980.

Art. 20. Het College en het Lid van het College vaardigen de uitvoeringsmaatregelen van dit decreet uit na advies van de Adviesraad.

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1995.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 juli 1994.

Ch. PICQUE,
voorzitter van het College

D. GOSUIN,
lid van het College

D. HARMEL,
lid van het College

R. HOTYAT,
lid van het College

D. van EYLL,
lid van het College

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Consumentenkrediet Doorhaling van een inschrijving

Bij ministerieel besluit van 10 augustus 1994, genomen in toepassing van artikel 78 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, wordt de inschrijving nr. 76445, toegekend aan de heer Dzijlaga, Cemal, doorgehaald.

Dit besluit treedt in werking de tiende dag volgend op zijn bekendmaking bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Crédit à la consommation Radiation d'une inscription

Par arrêté ministériel du 10 août 1994, pris en application de l'article 78 de la loi du 12 juin 1991, relative au crédit à la consommation, l'inscription n° 76445, accordée à M. Dzijlaga, Cemal, est radiée.

Cet arrêté entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication par extrait au *Moniteur belge*.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 11 juli 1994 wordt de heer R. Donckers benoemd tot lid van de Hoge Raad voor oorlogsinvaliden, oudstrijders en oorlogsslachtoffers, ter vervanging van de heer G. Vandendriessche, ontslagnemend, waarvan hij het mandaat zal beëindigen, onverminderd de bepalingen van § 2 van artikel 30 van de wet van 8 augustus 1981.

Bestuur Strafinrichtingen Personeel. — Benoeming

Bij ministerieel besluit van 28 juli 1994 is de heer Lenel, B., benoemd tot afzetbaar lid van de bestuurscommissie bij de gevangenis te Bergen, ter vervanging van de heer Flament, J., ontslagnemend.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre. — Nomination

Par arrêté royal du 11 juillet 1994, M. R. Donckers, est nommé en qualité de membre du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, en remplacement de M. G. Vandendriessche, démissionnaire, dont il achèvera le mandat sans préjudice des dispositions du § 2 de l'article 30 de la loi du 8 août 1981.

Administration des Etablissements pénitentiaires Personnel. — Nomination

Par arrêté ministériel du 28 juillet 1994, M. Lenel, B., est nommé membre amovible de la commission administrative de la prison de Mons, en remplacement de M. Flament, J., démissionnaire.

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Technische farmaceutische raad ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging. — Ontslagverleningen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 5 juli 1994, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt eervol ontslag uit hun functies van leden van de Technische farmaceutische raad ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, verleend aan de heer Voisey, J., werkend lid en de heer Bronckaers, J.-P., plaatsvervangend lid.

Bij hetzelfde besluit worden benoemd bij genoemde raad, de heer Elsen, Ch., tot werkend lid en de heer Petre, L.F., tot plaatsvervangend lid, als vertegenwoordigers van een verzekeringsinstelling, ter vervanging van respectievelijk de heren Voisey, J., en Bronckaers, J.-P., wier mandaten zij zullen voleindigen.

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Conseil technique pharmaceutique institué auprès du Service des soins de santé. — Démissions. — Nominations

Par arrêté royal du 5 juillet 1994, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, démission honorable de leurs fonctions de membres du Conseil technique pharmaceutique institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est accordée à M. Voisey, J., membre effectif et M. Bronckaers, J.-P., membre suppléant.

Par le même arrêté, sont nommés audit conseil, M. Elsen, Ch., en qualité de membre effectif et M. Petre, L.F., en qualité de membre suppléant, au titre de représentants d'un organisme assureur, en remplacement de respectivement MM. Voisey, J., et Bronckaers, J.-P., dont ils achèveront les mandats.